

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

À qui profite la Crise ?

Tandis que la pauvreté, le chômage et les inégalités explosent, que les étudiants font la queue pour bénéficier d'une aide alimentaire, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

En effet, selon « Les Echos », les grandes entreprises françaises cotées de l'indice SBF120 devraient verser 52 milliards d'euros de dividendes cette année à leurs actionnaires, somme dont la majorité sera déboursée au cours des semaines à venir. Soit un rebond de 42 % en un an, d'autant plus impressionnant que les dividendes versés cette année le sont au titre des résultats de 2020, année marquée par une crise plutôt brutale qui aurait vu les bénéfices du CAC 40, fondre de moitié.

Et qui a vu aussi l'Etat subventionner massivement des entreprises, lesquelles, aujourd'hui, disposent de suffisamment de moyens pour rétribuer sans compter leurs actionnaires. Car ne nous leurrions pas, c'est bel et bien l'argent distribué par l'État, donc le nôtre, qui a servi à enrichir encore plus les patrons et les gros actionnaires. Sans compter bien évidemment les labos, type Pfizer, profitant de l'effet Covid pour vendre à tour de bras son vaccin : pour ce dernier, rien qu'au premier trimestre 2021, le chiffre d'affaires est de 3,5 milliards de dollars. Pour

Moderna, qui était encore une start-up il y a un an, c'est 1,75 milliard de dollars en seulement trois mois. Moderna est aujourd'hui le symbole de l'enrichissement grâce au vaccin. Son PDG, le Français Stéphane Bancel,

et du rachat d'actifs par la Banque centrale européenne. Cela n'empêche pas LVMH de diminuer ses effectifs mondiaux de 7,8 % en 2020, soit 13 000 emplois, dont 888 en France. Les entreprises du CAC40 prévoient

Les entreprises du CAC40 prévoient officiellement de supprimer 62 486 emplois dans le monde dont 29 681 en France.

est devenu milliardaire, tout comme quatre autres personnes, partenaires ou investisseurs de Moderna. « Aussi bien Pfizer et Moderna ont très clairement annoncé qu'ils étaient là pour faire des profits », assure Nathalie Coutinet, enseignante chercheuse à la Sorbonne Paris Nord. S'ajoutent à cette triste liste de profiteurs, des noms comme celui de Bernard Arnault, PDG de LVMH : + 62 milliards d'euros d'enrichissement pendant la crise, 3 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2021, soit une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente. Cela représente 1,5 milliard d'euros pour la seule famille Arnault qui détient la moitié des actions du groupe ! Pourtant, le groupe a profité du chômage partiel payé sur fonds publics en France ainsi qu'en Italie et en Allemagne mais aussi de la baisse des impôts de production

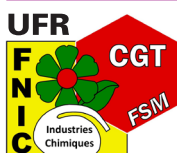
officiellement de supprimer 62 486 emplois dans le monde dont 29 681 en France. Cela signifie que les actionnaires du CAC40 reçoivent en moyenne 815 000 euros pour chaque travailleur licencié. Elle n'est pas belle la vie... Si la covid 19 a sérieusement inquiété certains, elle a fait de gros cadeaux à d'autres... ■

ÉDITORIALISTES ET PERSONNALITÉS LR, LREM ET PS SCANDALISÉS PAR L'ACTION D'ATTAC À LA SAMARITAINE



Sommaire

Une : L'édito • L'action p.2 • L'information p.3 • L'Orga, le point, la vie des sections p.4



On CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 81 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

Journée internationale d'action des retraité.e.s et journée d'action UCR

Le CCN réuni les 29 et 30 juin a confirmé que la CGT est la seule organisation qui offre aux salarié.s la capacité à se mobiliser face à un patronat et un gouvernement qui vont poursuivre leurs offensives et notamment leurs réformes régressives telles que la réforme des retraites et de l'assurance chômage.

L'UCR-CGT s'est, quant à elle, fixé de construire une rentrée offensive, en amplifiant la mobilisation des retraité.e.s et a décidé d'une journée d'action le 1^{er} octobre. Notre UFR salue cette décision, qui rejoint l'initiative de la FSM, faisant du 1^{er} octobre la Journée Internationale d'Action des Retraités.

L'UCR met en avant les revendications suivantes :

- Augmentation des retraites de base et retraites complémentaires, car on ne peut pas accepter qu'un retraité sur deux voie sa pension amputée pendant 3 ans.
- Point sur les questions de santé, de l'hôpital public et de la protection sociale et plus particulièrement sur le financement de la Sécurité sociale basé sur les cotisations sociales.
- L'exigence de services publics de qualité et de proximité et non pas de services au service du public.

Pour ce qui est des retraites plus particulièrement, le gouvernement a notamment émis un rapport sur les petites

retraites qui donne des pistes de financement totalement inacceptables telle l'augmentation de la CSG des retraités par l'alignement de son taux sur celui des actifs, ou encore la suppression de l'abattement des 10% sur les pensions.

Pour notre part, à la FNIC, nous insistons sur la baisse constante de nos revenus (plus de 8% de pouvoir d'achat en moins sur dix ans), raison pour laquelle leur augmentation doit être conséquente, avec un minimum décent pour vivre. Augmenter par exemple de 3% une pension de 1 000€ est évidemment insuffisant, et insultant.

Nous continuons aussi à revendiquer le 100% Sécu, sans aucun compromis possible.

Autre différence avec le programme revendicatif de l'UCR : nous demandons la suppression pure et simple de la CSG sur nos retraites et sa transformation en tant que cotisation sociale et non en tant qu'impôt.

SOYONS PRETS DÈS LA RENTRÉE À NOUS REMOBILISER MASSIVEMENT POUR FAIRE RECULER LE MEDEF, LE PATRONAT ET CE GOUVERNEMENT À LEUR BOTTE. ■



l'information

FAIM DANS LE MONDE ET MILLIARDAIRES DANS L'ESPACE

Le nombre de personnes qui n'ont pas accès à une alimentation adéquate tout au long de l'année était de 2,37 milliards en 2020, soit plus d'un tiers de la population mondiale, et 320 millions de « personnes de plus » qu'en 2019. Quelque « 660 millions de personnes environ pourraient connaître la faim en 2030, en partie à cause des effets à long terme de la pandémie de Covid-19 sur la sécurité alimentaire mondiale, soit 30 millions de plus que dans un scénario où il n'y aurait pas eu de pandémie » selon l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation.

Et tandis que les pauvres de la planète subissent ces famines, ces difficiles accès à l'eau, etc., quelques multimilliardaires rivalisent à grand renfort de millions de dollars à qui sera le premier à circuler dans l'espace, à celui qui ira le plus loin... on pourrait croire à un jeu d'enfants gâtés, à les voir s'activer pour envoyer des fusées dans le ciel. Il n'en est rien, ces capitalistes ne perdent jamais de vue ce qui les a rendu milliardaires : le profit. Ils misent toujours dessus, même si c'est à très long terme. Ils investiront avec un fort taux de rentabilité dans les satellites, le tourisme spatiale, le transport (vols suborbitaux).

D'où viendra-t-il, ce profit ? D'au moins quatre sources : satellites, tourisme spatiale (environ 200 000€ le billet), transports, activités minières.

Vraiment, et comme l'a écrit l'écrivain Jean-Paul Dubois, « Tous les hommes n'habitent pas le monde de la même façon ». ■



International

SOLIDARITE avec CUBA

Sommes-nous à la veille d'une nouvelle séquence estivale de manipulation de masse ? Après la Biélorussie en août 2020, voici que Cuba se trouve en cette mi-juillet la cible, à son tour, d'une vaste campagne médiatique occidentale qui vise, une fois de plus, à fragiliser et mettre à bas le régime socio-économique et politique cubain.

Relayées par la machine médiatique, des manifestations de « colère », soi-disant « spontanées » ont immédiatement été saluées par les Etats-Unis et les pays-membres de l'Union européenne. Il est tout à fait vrai que le peuple cubain vit difficilement la crise économique liée au blocus toujours en vigueur. Cependant, et selon le président cubain, le mouvement est bel et bien « contaminé par des groupes d'opportunistes qui profitent de la crise actuelle pour saper l'ordre et générer le chaos ».

Seule une levée de l'embargo sortira le peuple de la crise

Le président cubain appelle tous les révolutionnaires du pays, tous les communistes, à sortir dans les rues où vont se produire les provocations de « la mafia cubano-américaine », dès maintenant et dans les prochains jours. Et à les affronter de manière décidée, ferme et courageuse », a-t-il ajouté. ■



L'agenda

7 SEPTEMBRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

de rentrée des syndicats de la FNIC-CGT.

8 SEPTEMBRE CONSEIL NATIONAL DE L'UFR

8 SEPTEMBRE JOURNÉE D'ÉTUDE

Thèmes : • La place des femmes dans les luttes et dans le syndicat.

• Agir pour l'égalité des droits sans discrimination de genre dans les entreprises.

21 SEPTEMBRE 20^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'EXPLOSION AZF

l'orga - le point...

FNI AU 21 JUIN 2021

Le retard 2020 est de 284 FNI et de 2 663 timbres si l'on compare à 2019.

Cela pose un vrai problème de connaissance de nos forces et de vie syndicale de nos structures.

• DÉVELOPPER LA QUALITÉ DE VIE SYNDICALE, RETROUVER DES RÉFLEXES D'ORGA SONT DES ENJEUX POLITIQUES QUI CONCERNENT TOUTE LA CGT ET QUI DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME ESSENTIELS À NOTRE ACTIVITÉ, POUR RENFORCER NOTRE CONCEPTION DE SYNDICAT DE LUTTE DE CLASSE ET DE MASSE.



l'orga - le point...

Projet HERCULE

Les allocations chômage, les retraites et maintenant l'énergie et l'électricité. Pas un jour ne se passe sans qu'un sujet du quotidien se retrouve suspendu au bon vouloir d'un seul homme. Après l'assurance-chômage, l'idée de l'allongement du temps de travail jusqu'à 64 ans, le projet HERCULE de démantèlement d'EDF revient sur le tapis. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, en a informé les Syndicats du groupe, énergéticiens unis contre ce plan.

Les Syndicats de l'énergie ont pris la parole, avec lettre ouverte à l'appui envoyée à Emmanuel Macron pour réaffirmer leur opposition totale à cette réforme désintégratrice d'EDF. Et si le chef de l'Etat décidait seul d'y aller quand même ? Comme toujours nos adhérents choisiront les modes d'action, répond Sébastien Menesplier, Secrétaire général de la CGT Mines Energie, sûr des forces syndicales, trois semaines après une manifestation parisienne réussie et au bout de deux années d'actions intersyndicales qui ont toujours affiché 30 à 40 % de participation des agents énergéticiens. Pas question de laisser ce chèque en blanc au gouvernement ! ■

**COUP
DE GUEULE !**